

# **CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL TOULOUSE 31**

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,  
Société de courtage d'assurance immatriculée au  
Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 022 951

Siège Social : 6 Place Jeanne d'Arc – BP 40535 - 31005 TOULOUSE CEDEX 6  
776 916 207 RCS TOULOUSE

## **RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

### **AU 30 JUIN 2010**

**Présenté au Conseil d'Administration de la Caisse Régionale de Crédit Agricole  
Mutuel Toulouse 31 en date du 23 juillet 2010**

## SOMMAIRE

Rapport semestriel d'activité .....	3
Comptes consolidés intermédiaire résumés au 30 juin 2010 .....	18
Déclaration personnes physiques au 30 juin 2010 .....	48
Rapport des Commissaires aux Comptes au 30 juin 2010 .....	50

# ***Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31***

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,  
Société de courtage d'assurance immatriculée au  
Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 022 951

Siège social : 6 Place Jeanne d'Arc, 31005 Toulouse  
N° : 776 916 207 RCS TOULOUSE

## **RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE**

### **AU 30 JUIN 2010**

## RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

### 1. Présentation des Etats Financiers

#### 1.1. Changements de principes et de méthodes comptables

Les comptes consolidés semestriels condensés sont établis conformément aux normes IAS/IFRS telles que décrites dans la note 1 de l'annexe aux états financiers.

Aucun changement de méthodes comptables n'a été appliqué au 1<sup>er</sup> semestre 2010.

#### 1.2. Evolution du périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 s'est élargi au 1<sup>er</sup> semestre 2010 par la création d'un 3<sup>ème</sup> fonds dédié TOULOUSE 31 COURT TERME.

Le détail du périmètre de consolidation est présenté dans la note 10 de l'annexe aux états financiers.

### 2. Résultats consolidés

#### 2.1. Environnement économique et financier

##### 2.1.1. La croissance en France

La croissance française a marqué le pas au premier semestre 2010 (+0,10% au premier trimestre de l'année contre +0,60% au dernier trimestre 2009), avec une stagnation de la consommation des ménages. La confiance reste en berne face aux turbulences financières, en lien avec les problèmes des finances publiques en zone euro. Dans ce contexte, le marché du travail devrait continuer à se dégrader.

Malgré ces obstacles, la France devrait tirer profit de la croissance mondiale, aidée par la baisse de l'Euro, qui est un facteur de soutien supplémentaire.

Au total, c'est une croissance modeste qui est anticipée pour 2010, légèrement supérieure à 1%.

##### 2.1.2. L'évolution des taux d'intérêt

La BCE n'a pas modifié sa politique de taux directeur depuis le début de l'année, en maintenant le taux « refi » à 1%. Mais parallèlement, elle a mené une politique de liquidités visant à maintenir des taux de marché court terme très bas (0,34% en moyenne pour l'EONIA sur le semestre, et 0,67% pour l'Euribor 3 mois). Le Tec10 (taux à long terme) est quant à lui,

passé de 3,56% au premier semestre 2009 à 3,33% en moyenne sur les 6 premiers mois de 2010.

### 2.1.3. L'évolution des marchés boursiers

Après une année 2009 marquée par un rebond significatif des marchés boursiers, les actions connaissent sur le premier semestre une tendance générale à la baisse (-12,50% environ pour le Cac40 et l'Eurostoxx50). Les plans de rigueurs européens rendent moins visibles les perspectives économiques et engendrent des mouvements erratiques des indices.

## 2.2. Activité et faits marquants du 1<sup>er</sup> semestre 2010

### 2.2.1. Faits marquants du 1<sup>er</sup> semestre 2010

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 réalise un premier semestre 2010 conforme à son plan de marche ambitieux, tourné vers le développement de son fonds de commerce, de l'assurance et des activités de services.

Elle a engrangé un certain nombre de succès commerciaux, auprès de toutes ses clientèles et au travers de ses réseaux de vente multi canal qui se traduisent par :

- une forte dynamique sur l'assurance avec la souscription de 19 900 contrats;
- le financement de 56 millions d'euros de crédits consommation soutenu par des actions de « Ventes Flash » sur sa vitrine Internet;
- une présence forte sur le marché de l'habitat avec la distribution de 257 millions d'euros de crédit et une évolution positive de ses parts de marché;
- l'ouverture auprès des moins de 25 ans de près de plus de 3 400 Livrets A et le succès de son partenariat avec M6 sur les cartes de paiement MOZAÏC M6 représentant 6 800 souscriptions;
- des souscriptions massives de plans d'épargne logement (PEL), 9 600 contrats, et 7 300 ouvertures de Dépôts à Vue principalement auprès de nouveaux clients;

Elle continue aussi à vouloir apporter la meilleure qualité de service et d'accompagnement à ses clients. Elle a ainsi lancé le « pack e-commerce », outil clé en main de création et de gestion d'une boutique en ligne pour les professionnels et un nouveau compte service dédié aux auto - entrepreneurs.

### 2.2.2. Activité du 1<sup>er</sup> semestre 2010

#### Le fonds de commerce

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2010, la croissance du fonds de commerce s'accélère avec un accroissement net de 4 200 clients et 4 100 Dépôts à Vue.

### La collecte

La croissance de l'encours de collecte s'est poursuivie sur le 1<sup>er</sup> semestre 2010 pour atteindre 9 630 millions d'euros, soit une hausse de 4,7% sur un an contre + 0,4% sur la même période en 2009.

#### *La collecte monétaire*

Composée des dépôts à vue et des ressources à terme (certificats de dépôts négociables, dépôts à terme et bons de caisses), elle atteint 2 257 millions d'euros en progression de +7,1% sur un an. Compte tenu du contexte de taux bas peu attractif pour les clients sur des produits de collecte à terme, cette progression est essentiellement constituée sur les dépôts à vue avec un flux de collecte de 150 millions d'euros.

#### *La collecte bancaire*

La collecte bancaire représente un encours de 3 561 millions d'euros, en hausse de 2,8% sur un an. Cette augmentation est essentiellement réalisée par les Livrets A et le Plan Epargne Logement (PEL) avec un flux de collecte cumulé de 138 millions d'euros sur un an et de 71 millions depuis le début de l'année 2010. Les autres produits de collecte bancaire subissent un recul de 5,5% soit -36 millions d'euros sur un an.

#### *La collecte tierce*

Les encours d'épargne assurance-vie progressent de +6,9% sur un an et atteignent 2 577 millions d'euros. En intégrant les emprunts obligataires et les actions, ce compartiment de collecte atteint 4 136 millions d'euros en progression de 4,4%.

### Les crédits par marché

Les réalisations crédits s'établissent sur le 1<sup>er</sup> semestre à 542 millions d'euros, en progression de 25,8% sur un an.

L'encours global de crédit poursuit sa progression, +3,9% par rapport au 30 juin 2009 pour atteindre 5 950 millions d'euros à fin juin 2010.

#### *Les particuliers*

Le financement de l'habitat a été le principal contributeur de l'activité crédit avec 248 millions d'euros réalisés sur le 1<sup>er</sup> semestre, soit une progression annuelle de 27%.

L'encours affiche une croissance de 3,3% à 3 436 millions d'euros.

La production de crédit consommation amortissable est également en hausse de 7,5% pour un encours de 218 millions d'euros en progression de 5,2% sur un an.

L'encours de crédit revolving a également progressé de 9,1% pour s'établir à fin juin 2010 à 21 millions d'euros.

Dans un contexte économique toujours difficile, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 a poursuivi son soutien de l'économie locale en distribuant 238 millions d'euros de crédit d'équipement, soit un accroissement de 31,4% et un encours à fin juin 2010 de 1 749 millions d'euros en progression de 3,8%.

### Les produits et services

Le premier semestre 2010 a été marqué par la forte progression des assurances IARD et Prévoyance, aussi bien sur le marché des particuliers que sur celui des « professionnels », avec une hausse du portefeuille de 16,4% sur un an ce qui porte le nombre de contrats à 131 200 à fin juin 2010.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 enregistre toujours de belles performances sur la distribution des produits et services avec un parc de cartes qui augmente de 3,5% sur un an et de 2,9% sur les comptes services.

## **2.3. Compte de résultats consolidés**

### Le Produit Net Bancaire

Le Produit Net Bancaire atteint 140,3 millions d'euros en progression de 7,1% par rapport au 30 juin 2009.

**Les intérêts et produits** assimilés s'élèvent à 146,4 millions d'euros contre 161,9 millions d'euros au 30 juin 2009 soit une baisse de 9,5%. Ils sont constitués pour l'essentiel par les intérêts sur les crédits à la clientèle qui ont subi la baisse des taux de marché.

**Les intérêts et charges** assimilés à 80,0 millions d'euros sont en baisse de 12,2% soit 11,1 millions d'euros. Cette baisse s'explique principalement par la diminution du coût du refinancement des prêts à la clientèle.

**Les produits des commissions** passent de 62,9 millions d'euros à 71,7 millions d'euros au 30 juin 2010 soit une progression de 13,9%. Ils englobent les commissions sur épargne, les produits d'assurance décès et invalidité, les produits d'assurance IARD et les ventes de services à la clientèle. Cette évolution reflète le dynamisme sur les ventes de produits et service du Crédit Agricole Toulouse 31.

**Les commissions versées** représentent 8,6 millions d'euros au 30 juin 2010 contre 10,4 millions d'euros au 30 juin 2009 soit une baisse de 1,8 millions d'euros. Il s'agit essentiellement des charges sur les produits d'épargne et sur les moyens de paiement.

**Les gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente** ressortent à 10,1 millions d'euros au 30 juin 2010 contre 8,4 millions d'euros au 30 juin 2009. Cette hausse est essentiellement liée à l'externalisation de plus values réalisées au 1<sup>er</sup> semestre 2010.

Le poste des autres produits d'exploitation bancaire s'élève 1,4 millions d'euros contre 0,5 millions d'euros au 30 juin 2009 et le poste des autres charges d'exploitation bancaire ressort à 1,0 millions euros au 30 juin 2010 (0,8 millions d'euros pour le 30 juin 2009).

### Les charges de fonctionnement

Les charges de fonctionnement sont en progression de 2,0%, soit +1,2 millions d'euros par rapport au 30 juin 2009, traduisant le souci constant d'optimisation des dépenses.

Le coefficient d'exploitation s'établit à 44,1% contre 46,7% au 30 juin 2009.

Le Résultat Brut d'Exploitation s'établit à 78, 4 millions d'euros soit en progression de 12,3% par rapport au 30 juin 2009.

### Le coût du risque

Le coût du risque est en dotation nette de 25,6 millions d'euros contre 23,6 millions d'euros au 30 juin 2009 soit une augmentation de 8,5%, conséquence d'une montée des défauts sur les crédits essentiellement auprès des professionnels.

### Le Résultat Net consolidé

L'impôt sur les bénéfices est en baisse de 6,1% par rapport au 30 juin 2009 et s'établit à 13,4 millions d'euros au 30 juin 2010.

Le Résultat Net consolidé du 1<sup>er</sup> semestre 2010 s'élève à 39,5 millions d'euros en progression de 23,5% sur un an.

## **3. Structure financière**

### **3.1. Les fonds propres consolidés**

Les capitaux propres, ainsi que leur évolution, sont présentés dans les « Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2010 ».

### **3.2. Les ratios prudentiels**

Le ratio Bâle II passe de 13,48 % au 31 décembre 2009 à 14,17 % au 30 juin 2010 (ratio estimé), principalement en raison d'une hausse des fonds propres, liée à la mise en réserves du résultat 2009.

Dans le cadre de l'évolution de la réglementation bancaire et conformément à l'arrêté du 5 mai 2009 de la Commission Bancaire, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 a mis en oeuvre au 30 juin 2010 le calcul du nouveau ratio de liquidité en utilisant l'approche standard.



Le ratio de liquidité évolue de 129 au 31 décembre 2009 à 136 au 30 juin 2010 (cf. note 4.3.3 ci-dessous).

### **3.3. Activités des filiales et participations**

Les informations concernant les principales transactions entre les parties liées sont présentées en note 2.2 des « Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2010 ».

## **4. Gestion des risques**

La gestion des risques, inhérente à l'exercice des activités bancaires, est au cœur du dispositif de contrôle interne de la Caisse Régionale, mis en œuvre par tous les acteurs, intervenants de l'initiation des opérations jusqu'à leur maturité finale.

L'organisation, les principes et outils de gestion et de surveillance de ces risques sont décrits de manière détaillée au sein du rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice clos le 31 décembre 2009, dans le chapitre consacré aux facteurs de risques.

Les principales catégories de risques auxquelles la Caisse régionale est exposée sont : les risques de crédit, les risques de marché (risque de taux, de change, de prix), les risques structurels de gestion du bilan (risque de taux d'intérêt global, risque de change, risque de liquidité).

Les principales évolutions constatées sur le premier semestre 2010 sont présentées ci-dessous.

Par ailleurs, des informations complémentaires sont fournies concernant les risques opérationnels, les risques juridiques et les risques de non-conformité.

### **4.1. Risque Crédit**

Le risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et que celles-ci présentent une valeur d'inventaire positive dans les livres de la Caisse Régionale. L'engagement peut être constitué de prêts, titres de créances, garanties données ou engagements confirmés non utilisés.

#### **4.1.1. Principales évolutions**

##### **Objectifs et politique**

L'actualisation de la « politique de développement maîtrisé du crédit » applicable en 2010 a été validée par le Conseil d'Administration en décembre 2009. La principale modification est la mise en place d'une limite individuelle sur les très grandes collectivités.

## Gestion du risque

Au cours du semestre, la Caisse Régionale a poursuivi le renforcement du suivi de ses risques de crédit (formation, nouveaux outils, pilotage, revues de portefeuilles, contrôles...) tant dans les réseaux commerciaux que dans les services du siège concernés. Au 2<sup>ème</sup> trimestre, la gestion des risques vis-à-vis du marché des professionnels a été renforcée aux niveaux du recouvrement amiable et de l'instruction des dossiers de crédit.

### Exposition

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30.06.2010</b>	<b>31.12.2009</b>
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrat en unités de compte)	10 166	7 396
Instruments dérivés de couverture	33 921	16 585
Actifs disponibles à la vente (hors titres à revenu variable)	380 651	342 759
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes)	6 489	62 316
Prêts et créances sur la clientèle	5 831 551	5 779 381
Actif financiers détenus jusqu'à l'échéance	49 910	52 331
<b>Exposition des engagements de bilan (nets de dépréciation)</b>	<b>6 312 688</b>	<b>6 260 768</b>
Engagements de financement donnés	731 671	766 120
Engagements de garantie financière donnés	231 614	225 877
Provisions - Engagements par signature	-7 249	-2 567
<b>Exposition des engagements hors bilan (nets de provisions)</b>	<b>956 036</b>	<b>989 430</b>
<b>TOTAL Exposition nette</b>	<b>7 268 724</b>	<b>7 250 198</b>

### Concentration

Le portefeuille ventilé dans les tableaux ci-après correspond aux engagements commerciaux (prêts et créances sur les établissements de crédit et prêts et créances sur la clientèle).

## Ventilation des encours de prêts et créances par agent économique

	30/06/10			
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Administrations centrales				0
Etablissements de crédit	521 026	0	0	521 026
Institutions non établissements de crédit	412 222	1 698	1 126	411 096
Grandes entreprises	1 011 037	67 161	50 047	960 990
Clientèle de détail	4 582 272	122 967	93 257	4 489 015
<b>Total *</b>	<b>6 526 557</b>	<b>191 826</b>	<b>144 430</b>	<b>6 382 127</b>
<b>Créances rattachées nettes</b>				<b>41 104</b>
<b>Dépréciations sur base collective</b>				<b>-59 838</b>
<b>Valeurs au bilan</b>				<b>6 363 393</b>

\* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 18,1 millions d'euros

## Coût du risque

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/10	31/12/09	30/06/09
<b>Dotations aux provisions et aux dépréciations</b>	<b>-126 866</b>	<b>-156 012</b>	<b>-96 753</b>
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	0	-2 497	-2 439
Prêts et créances	-114 029	-146 160	-91 691
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0	0	0
Autres actifs	0	0	0
Engagements par signature	-11 056	-3 871	-1 163
Risques et charges	-1 781	-3 484	-1 460
<b>Reprises de provisions et de dépréciations</b>	<b>101 276</b>	<b>116 057</b>	<b>73 210</b>
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	409	844	70 320
Prêts et créances	94 326	108 917	0
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0	0	0
Autres actifs		11	11
Engagements par signature	6 374	4 410	2 247
Risques et charges	167	1 875	632
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions</b>	<b>-25 590</b>	<b>-39 955</b>	<b>-23 543</b>
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement	0	0	0
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-51	-192	-211
Récupérations sur prêts et créances amortis	231	331	181
Décotes sur crédits restructurés	-1	0	0
Pertes sur engagements par signature	0	0	0
Autres pertes	-166	-199	0
<b>Coût du risque</b>	<b>-25 577</b>	<b>-40 015</b>	<b>-23 573</b>

L'évolution reflète un accroissement des situations douteuses et litigieuses, lié au contexte de crise économique, associé à la volonté persistante de la Caisse Régionale de conserver un niveau prudent de provisionnement de ses créances douteuses (78,2%).

Par ailleurs, le provisionnement collectif sur encours sains est en progression de 1,5 M€.

#### 4.1.2. Perspectives d'évolution et incertitudes pour le second semestre 2010

Au 2<sup>ème</sup> semestre, les risques de crédit devraient évoluer à un rythme équivalent au 1<sup>er</sup> semestre, compte tenu de la crise économique actuellement subie.

Le 2<sup>ème</sup> semestre verra la mise en place de la réorganisation du réseau commercial de la Caisse Régionale avec la création d'agences dédiées à la gestion des clients du marché des «professionnels».

### 4.2. Risque de marché

Le risque de marché représente le risque d'incidences négatives sur le compte de résultat ou sur le bilan, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres de marché notamment tels que les taux d'intérêts, les taux de change, les prix des actions, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions et les spreads de crédit.

#### 4.2.1. Principales évolutions

##### Objectifs et politique

La politique de placement des excédents de fonds Propres a été redéfinie en début d'année 2010 et adoptée par le Conseil d'Administration du 26 février 2010.

De nouvelles orientations sur des horizons de gestion distincts ont été décidées, avec la mise en place d'un portefeuille Moyen-Long-Terme et d'un portefeuille Court-Terme.

##### Gestion du risque

Dans le cadre de cette nouvelle politique, les dispositions en matière d'encadrement du risque de marché ont été modifiées.

La gestion du risque est déclinée en limites et en seuils d'alerte :

- Les limites :
  - Une limite basée sur le stress scénario
  - Une limite basée sur la Var (99% à horizon 1 an)
  - Une limite de perte maximale pour les allocations risquées
- Les seuils d'alerte :
  - Un seuil d'alerte sur la perte maximale pour les allocations risquées
  - Un seuil d'alerte sur le PNB généré sur le portefeuille global
  - Un seuil d'alerte sur le PNB généré sur le portefeuille Moyen-Long-Terme
  - Un seuil d'alerte sur le PNB généré sur le portefeuille Court-Terme
  - Un seuil d'alerte sur la variation du marché action
  - Un seuil d'alerte sur la variation des taux longs.

Le suivi de ce dispositif est réalisé quotidiennement.

Principales évolutions en terme d'exposition :

Allocation	Exposition 30/06/10 (après couverture)	Exposition 31/12/09 (après couverture)
Monétaire	57,30% (61,3%)	55,50% (60,9%)
Obligations	31,10% (28,2%)	33,60% (30,8%)
Actions	4,60% (3,40%)	2,60% (0,00%)
Alternatifs et autres	7,0%	8,40%
Total	491,36 M€	469,11 M€
VAR 1 an 95% (PNB M€)	0,5	7,1
VAR 1 an 99% (PNB M€)	-4,8	3,0

Les couvertures actions et obligations sont réalisées par des opérations sur instruments dérivés (marchés à terme).

**4.2.2. Perspectives d'évolution pour le second semestre 2010**

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 entend poursuivre la construction des nouveaux portefeuilles à Moyen-Long-Terme et à Court-Terme.

**4.3. Gestion de bilan**

**4.3.1. Risque de taux d'intérêt global**

Le risque de taux d'intérêt global est un risque de perte potentielle liée à une inadéquation entre les emplois et les ressources en termes de durée et de taux.

La valeur patrimoniale et la marge d'intérêt évoluent du fait de la sensibilité à la variation des taux d'intérêt de la valeur actuelle nette et des flux de trésorerie des instruments financiers composant le bilan et le hors bilan.

La Caisse Régionale utilise la méthode des impasses de taux fixe pour mesurer son risque de taux. Elle mesure la différence entre les actifs à taux fixe et les passifs à taux fixe sur la base de l'écoulement des encours du bilan sans activité nouvelle.

Principales évolutions

La politique de gestion est décidée tous les trimestres par le Comité de Gestion Financière et les limites de risque sont fixées annuellement par le Conseil d'Administration (limites 2010 fixées par le Conseil d'Administration du 26 février 2010).

La politique générale de gestion du risque de taux, vise à mener une gestion maîtrisée des impasses de taux sur les 10 premières années, puis à les contenir pour les durées plus longues.

## Gestion du risque

La gestion du risque de taux d'intérêt global vise à protéger la valeur patrimoniale de la Caisse Régionale, ainsi qu'à optimiser sa marge d'intérêt.

L'analyse du risque de taux est produite trimestriellement, et présentée au Comité de Gestion Financière qui établit les orientations de gestion pour le trimestre. La couverture des impasses de taux est effectuée par des swaps.

## Exposition

En 2009, la Caisse Régionale a réduit ses impasses de taux afin de respecter les nouvelles limites fixées sur l'analyse de Cristaux2 (nouveau logiciel d'analyse du risque de taux d'intérêt global). Dans le contexte économique et financier actuel, la Caisse Régionale maintient une faible exposition à l'évolution des taux.

La Caisse Régionale est faiblement exposée à la hausse des taux sur les 10 premières années (impasses de taux comprises entre -86 M€ et +70 M€).

## Perspectives d'évolution pour le second semestre

La production et l'analyse du risque de taux seront réalisées sur un rythme mensuel au cours du second semestre (trimestriel actuellement).

### *4.3.2. Risque de change*

La Caisse Régionale n'est pas exposée au risque de change.

### *4.3.3. Risque de liquidité et de financement*

La Caisse Régionale est exposée, comme tous les établissements de crédit, au risque de ne pas disposer des fonds nécessaires pour faire face à ses engagements. Ce risque se réalise par exemple en cas de retraits massifs des dépôts de la clientèle, d'une crise de confiance ou de liquidité générale du marché (accès aux marchés interbancaires et monétaires). La gestion du risque de liquidité est effectuée à partir de l'étude des échéanciers des emplois et des ressources contractuels ou modélisés (mise en évidence les exigibilités à différentes échéances) et d'une politique d'adossement des ressources à des actifs liquides.

## Principales évolutions

Les objectifs de gestion du risque de liquidité sont :

- répondre au maintien d'un ratio réglementaire supérieur au minimum de 100% requis dans le nouveau ratio en application à partir du 30 juin 2010.

- sécuriser la Caisse Régionale sur son risque d'illiquidité, en répondant aux normes fixées pour l'ensemble du groupe Crédit Agricole, et en veillant à minimiser le coût induit par le risque de liquidité.

Le dispositif repose sur :

- une limite de liquidité à court terme (horizon 12 mois),
- une surveillance des risques au travers de stress scénarii,
- une limite pour les impasses de liquidité à long terme.

### Gestion du risque

Les principales évolutions dans la gestion du risque de liquidité portent d'une part, sur le pilotage du coefficient de liquidité réglementaire, et d'autre part, sur le nouveau ratio réglementaire mis en place depuis le 30 juin 2010.

La gestion porte également sur le suivi et l'optimisation du refinancement dans le respect des limites court terme (règles définies par Crédit Agricole SA dans le cadre de l'organisation des relations internes concernant le risque de liquidité), et de l'encadrement des refinancements à long terme, notamment la gestion concernant la concentration des échéances.

### Exposition

Le ratio standard s'établit au 30 juin 2010 à 136% (coefficient de liquidité au 31 décembre 2009 : 129%).

La limite court terme de la Caisse Régionale est de 972 M€ au premier semestre, et est consommée à hauteur de 59%.

La Caisse Régionale n'a aucune tombée d'échéance à moyen long terme dépassant les limites imposées au sein du groupe.

Les scénarii de stress de liquidité appliqués aux refinancements et à leurs structures ne montrent aucun signe de faiblesse, ni en terme de volume, ni en terme de coût.

### Perspectives d'évolution et incertitudes pour le second semestre

La Caisse Régionale maintiendra ses efforts pour maîtriser, réduire le déficit de liquidité et en minimiser le coût.

### Politique de couverture

- *Principales évolutions en termes de politique et objectifs de couverture des risques financiers (couverture de juste valeur et couverture des flux de trésorerie)*

La politique de couverture du risque de taux est inchangée sur le premier semestre 2010. La Caisse Régionale réalise des opérations de couverture par instruments

financiers (swap) en couverture de juste valeur ou bien de flux de trésorerie, afin d'assurer la maîtrise du risque.

- *Perspectives d'évolution pour le second semestre*

Aucune évolution significative de la politique de couverture n'est prévue sur le second semestre 2010.

#### **4.4. Risques opérationnels**

##### **Description – Définition**

Le risque opérationnel correspond au risque de perte résultant de l'inadéquation ou de la défaillance des processus internes, des personnes, des systèmes ou d'événements extérieurs, risque juridique inclus mais risques stratégique et de réputation exclus.

##### **Principales évolutions et/ou actions**

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre, la Caisse Régionale a effectué une actualisation complète de sa cartographie des risques opérationnels et des scénarii majeurs liés à ces risques, conformément aux recommandations du Groupe Crédit Agricole, sans incidence sur les provisions déjà constituées au 31 décembre 2009.

#### **5. Dispositif de contrôle interne**

Le dispositif de contrôle interne est décrit au sein du rapport 2009 du Président du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale des porteurs de parts sociales sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil et sur les procédures de contrôle interne.

Au 1<sup>er</sup> semestre un guide spécifique sur le dispositif de contrôle interne en tant qu'outil de management, a été diffusé à l'ensemble des managers.

##### **5.1. Le contrôle permanent**

Au 1<sup>er</sup> semestre, la Caisse Régionale a poursuivi l'adaptation de son dispositif de contrôle permanent afin de satisfaire aux nécessités de suivi de l'évolution des risques identifiés ci-dessus.

##### **5.2. La prévention et le contrôle des risques de non-conformité**

Afin de renforcer le suivi de la conformité de ses dossiers clients, la Caisse Régionale a lancé au 1<sup>er</sup> semestre le chantier de leur numérisation, pour les entrées en relation et le stock de dossiers archivés en agences.

Le 2<sup>ème</sup> semestre verra la fin de ces travaux, offrant ainsi la possibilité de consulter l'ensemble des pièces d'un dossier client depuis le poste de travail.



### **5.3. Le contrôle périodique**

Le Département du contrôle périodique est indépendant des unités opérationnelles. Ses missions conduites visent à s'assurer de la conformité des opérations, du respect de la réglementation et des procédures internes et de la maîtrise et du niveau effectivement encouru des risques (identification, enregistrement, encadrement, couverture). Elles ont également pour objectif de porter un diagnostic sur les dispositifs de contrôles visés à l'article 6 alinéa a) du règlement CRBF 97-02 modifié, ainsi que de ceux permettant d'assurer la fiabilité et l'exactitude des informations financières de gestion et d'exploitation des domaines audités.

Les contrôles effectués par le Département du contrôle périodique au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2010 se sont inscrits dans le cadre du plan d'audit annuel déterminé en fonction des critères et méthodologies définis par l'Inspection générale de Crédit Agricole SA et validé par la Direction Générale.

Le guide d'audit des agences de proximité, développé en interne, est régulièrement actualisé, afin d'intégrer notamment des évolutions réglementaires et/ou de nouvelles zones de risques identifiées. Ainsi, pour 2010, le dispositif a été adapté pour satisfaire aux nécessités de contrôle de l'application de la nouvelle politique de développement maîtrisée du crédit de la Caisse Régionale et aux exigences de la mise en œuvre de la directive MIF.

Afin de répondre aux exigences du CRBF 97-02 modifié par l'arrêté du 14 janvier 2009 (Cf. article 9-1), le dispositif de suivi contrôlé des demandes d'actions correctives issues des missions d'audit a été renforcé et intégré au plan de charge 2010.

Au titre du 1<sup>er</sup> semestre 2010, le Département du Contrôle Périodique a engagé 19 missions d'audit (6 sur le siège, 12 au sein des réseaux et 1 mission de suivi contrôlé).

## **6. Transactions avec les parties liées**

Les informations concernant les principales transactions entre les parties liées sont présentées dans la note 2.2 des « Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2010 ».

## **7. Tendances récentes et perspectives**

Pour offrir un service sur mesure aux clients Particuliers, Patrimoniaux et Professionnels, la Caisse Régionale Toulouse 31 fait évoluer l'organisation de ses réseaux et canaux de vente de proximité. Une organisation ambitieuse sera déployée dès le 4<sup>ème</sup> trimestre 2010 pour offrir à ses clients une relation de proximité humaine et technologique, une prise en charge par le bon interlocuteur, l'assurance d'une continuité du service, et pour atteindre le cap de 470 000 clients d'ici 2014, des parts de marché en progression dès 2010 sur tous les marchés, en accompagnant les projets d'investissement des acteurs du département.

# ***Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31***

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,  
Société de courtage d'assurance immatriculée au  
Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 022 951

Siège social : 6 Place Jeanne d'Arc, 31005 Toulouse  
N° : 776 916 207 RCS TOULOUSE

## **COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES AU 30 JUIN 2010**

**(Ayant fait l'objet d'un examen limité)**

**Examinés par le Conseil d'Administration de la Caisse Régionale de Crédit  
Agricole Mutuel Toulouse 31 en date du 23 juillet 2010**

## SOMMAIRE

<b>CADRE GENERAL .....</b>	<b>20</b>
<b>ETATS FINANCIERS CONSOLIDES .....</b>	<b>21</b>
COMPTE DE RESULTAT .....	21
RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES .....	22
BILAN ACTIF .....	23
BILAN PASSIF .....	24
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES .....	25
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE .....	26
<b>NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES .....</b>	<b>27</b>
2.1. Evolutions du périmètre de consolidation de l'exercice .....	30
2.2. Parties liées .....	30
3.1. Produits et Charges d'intérêts .....	31
3.2. Commission nettes .....	31
3.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat .....	32
3.4. Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente .....	33
3.5. Produits et charges nets des autres activités .....	33
3.6. Charges générales d'exploitation .....	33
3.7. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles .....	34
3.8. Coût du risque .....	34
3.9. Gains ou pertes nets sur autres actifs .....	35
3.10. Impôts .....	35
3.11. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres .....	36
5.1. Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat .....	37
5.2. Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente .....	38
5.3. Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle .....	39
5.4. Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers .....	41
5.5. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle .....	41
5.6. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées .....	42
5.7. Immeubles de placement .....	42
5.8. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition) .....	42
5.9. Provisions .....	43
5.10. Capitaux propres .....	43
8.1. Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût .....	45
8.2. Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur .....	46

## CADRE GENERAL

### ***Présentation juridique de l'entité***

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 est une société coopérative à capital variable régie par le Livre V du Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Son siège social est situé au 6, place Jeanne d'Arc, 31005 Toulouse et elle est inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 776 916 207, code APE 6419 Z.

La cotation des certificats coopératifs d'investissement (CCI) de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 s'effectue sur Eurolist Paris.

## ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

### COMPTE DE RESULTAT

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/10	31/12/09	30/06/09
Intérêts et produits assimilés	3.1	146 423	312 482	161 873
Intérêts et charges assimilées	3.1	-79 993	-184 855	-91 117
Commissions (produits)	3.2	71 651	125 978	62 885
Commissions (charges)	3.2	-8 628	-18 491	-10 482
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3.3	374	-639	-353
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	3.4	10 059	8 614	8 432
Produits des autres activités	3.5	1 360	874	472
Charges des autres activités	3.5	-959	-4 303	-778
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>140 287</b>	<b>239 660</b>	<b>130 932</b>
Charges générales d'exploitation	3.6	-59 244	-117 468	-58 058
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	3.7	-2 670	-6 594	-3 063
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>78 373</b>	<b>115 598</b>	<b>69 811</b>
Coût du risque	3.8	-25 577	-40 015	-23 573
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>52 796</b>	<b>75 583</b>	<b>46 238</b>
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3.9	110	-78	25
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>		<b>52 906</b>	<b>75 505</b>	<b>46 263</b>
Impôts sur les bénéfices	3.10	-13 421	-24 913	-14 300
<b>RESULTAT NET</b>		<b>39 485</b>	<b>50 592</b>	<b>31 963</b>
Intérêts minoritaires		0	0	0
<b>RESULTAT NET – PART DU GROUPE</b>		<b>39 485</b>	<b>50 592</b>	<b>31 963</b>

## **RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITALS PROPRES**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>30/06/2010</b>	<b>31/12/2009</b>	<b>30/06/2009</b>
Ecarts de conversion				
Actifs disponibles à la vente		-5 123	86 900	75 210
Instruments dérivés de couverture		-225	-880	-665
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe, hors entités mises en équivalence</b>		<b>-5 348</b>	<b>86 020</b>	<b>74 545</b>
QP gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence		-	-	-
<b>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe</b>	<b>3.11</b>	<b>-5 348</b>	<b>86 020</b>	<b>74 545</b>
Résultat net part du groupe		39 485	50 592	31 963
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du groupe</b>		<b>34 137</b>	<b>136 612</b>	<b>106 508</b>
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part des minoritaires			-1	
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>		<b>34 137</b>	<b>136 611</b>	<b>106 508</b>

Les montants sont présentés net d'impôts.

**BILAN ACTIF**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>30/06/10</b>	<b>31/12/09</b>
Caisse, banques centrales		67 681	75 322
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1	10 166	7 396
Instruments dérivés de couverture		33 921	16 585
Actifs financiers disponibles à la vente	5.2 - 5.4	708 593	674 194
Prêts et créances sur les établissements de crédit	5.3 - 5.4	531 842	744 113
Prêts et créances sur la clientèle	5.3 - 5.4	5 831 551	5 779 381
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		71 527	11 900
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		49 910	52 331
Actifs d'impôts courants et différés		33 628	27 992
Comptes de régularisation et actifs divers		128 572	125 770
Immeubles de placement	5.7	3 244	3 237
Immobilisations corporelles	5.8	38 786	39 540
Immobilisations incorporelles	5.8	4 187	4 118
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>7 513 608</b>	<b>7 561 879</b>

## **BILAN PASSIF**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>30/06/10</b>	<b>31/12/09</b>
Banques centrales		0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1	5 228	3 683
Instruments dérivés de couverture		100 509	16 629
Dettes envers les établissements de crédit	5.5	3 729 725	3 862 071
Dettes envers la clientèle	5.5	2 228 835	2 232 812
Dettes représentées par un titre	5.6	382 086	399 852
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		28 867	14 393
Passifs d'impôts courants et différés		0	7 416
Comptes de régularisation et passifs divers		82 524	99 782
Provisions	5.9	31 394	25 531
Dettes subordonnées	5.6	30 810	40 691
<b>TOTAL DETTES</b>		<b>6 619 978</b>	<b>6 702 860</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		<b>893 630</b>	<b>859 019</b>
Capitaux propres - part du Groupe		893 479	858 879
Capital et réserves liées		286 824	274 561
Réserves consolidées		564 300	525 508
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		2 870	8 218
Résultat de l'exercice		39 485	50 592
Intérêts minoritaires		151	140
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>7 513 608</b>	<b>7 561 879</b>



## **TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES**

	Capital et réserves liées			Capital et réserves consolidées part du Groupe	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat net part du groupe	Total des capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total des capitaux propres consolidés
	Capital	Primes et Réserves consolidées (1)	Elimination des titres auto-détenus						
(en milliers d'Euros)									
Capitaux propres au 1er janvier 2009	133 723	140 370	-2 400	480 404	-77 802	56 934	731 229	142	731 371
Augmentation de capital	2 358			0			2 358		2 358
Variation des titres auto détenus			-157	0			-157		-157
Dividendes versés en 2009				0		-11 859	-11 859		-11 859
Dividendes reçus des CR et filiales				0			0		0
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	2 358	0	-157	0	0	-11 859	-9 658	0	-9 658
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	0	0	0	0	82 137	0	82 137	0	82 137
Affectation du résultat 2008				45 074		-45 074	0		0
Résultat du 1er semestre 2009				0		31 963	31 963		31 963
Autres variations				536	-536	-1	-1	-1	-2
Capitaux propres au 30 juin 2009	136 081	140 370	-2 557	526 014	3 799	31 963	835 670	141	835 811
Augmentation de capital	660			0			660		660
Variation des titres auto détenus			7	0			7		7
Dividendes reçus des CR et filiales				0			0		0
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	660	0	7	0	0	0	667	0	667
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	0	0	0	0	4 419	0	4 419	0	4 419
Résultat du 2ème semestre 2009				0		18 629	18 629	-1	18 628
Autres variations				-506			-506		-506
Capitaux propres au 31 décembre 2009	136 741	140 370	-2 550	525 508	8 218	50 592	858 879	140	859 019
Affectation du résultat 2009				0			0		0
Capitaux propres au 1er janvier 2010	136 741	140 370	-2 550	525 508	8 218	50 592	858 879	140	859 019
Augmentation de capital	12 872			0			12 872		12 872
Variation des titres auto détenus			-609	0			-609		-609
Dividendes versés en 2010				0		-11 988	-11 988		-11 988
Dividendes reçus des CR et filiales				0			0		0
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	12 872	0	-609	0	0	-11 988	275	0	275
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	0	0	0	0	-5 348	0	-5 348	0	-5 348
Affectation du résultat 2009				38 604		-38 604	0		0
Résultat au 30/06/2010				0		39 485	39 485		39 485
Autres variations				188			188	11	199
Capitaux propres au 30 juin 2010	149 613	140 370	-3 159	564 300	2 870	39 485	893 479	151	893 630

(1) : Réserves consolidées avant élimination des titres d'auto-contrôle

## TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

	1er semestre 2010	1er semestre 2009	2009
<i>(en milliers d'euros)</i>			
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>52 452</b>	<b>46 449</b>	<b>74 447</b>
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	2 729	3 119	6 706
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations			
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	26 302	24 228	43 717
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	0	-25	319
Résultat net des activités d'investissement	-110	971	1 970
Résultat net des activités de financement	974	0	
Autres mouvements (3)	-60 291	-11 509	-13 135
<b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements</b>	<b>-30 396</b>	<b>16 784</b>	<b>39 577</b>
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	112 763	-145 653	-340 567
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-77 622	118 622	120 489
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers (3)	9 757	-66 754	92 357
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-19 626	-25 890	-23 409
Impôts versés	-27 010	-266	-12 234
<b>Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>	<b>-1 738</b>	<b>-119 941</b>	<b>-163 364</b>
<b>TOTAL Flux net de trésorerie généré par l'activité OPERATIONNELLE (A)</b>	<b>20 318</b>	<b>-56 708</b>	<b>-49 340</b>
Flux liés aux participations	57	-1 793	11 332
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-1 875	-2 939	-5 781
<b>TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations d'INVESTISSEMENT (B)</b>	<b>-1 818</b>	<b>-4 732</b>	<b>5 551</b>
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (1)	900	-9 509	-31 174
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (2)	-10 855	-855	-1 968
<b>TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations de FINANCEMENT (C)</b>	<b>-9 955</b>	<b>-10 364</b>	<b>-33 142</b>
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	0	0	0
<b>Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)</b>	<b>8 545</b>	<b>-71 804</b>	<b>-76 931</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>	<b>22 611</b>	<b>99 542</b>	<b>99 542</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	75 284	68 770	68 770
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	-52 673	30 772	30 772
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b>31 156</b>	<b>27 738</b>	<b>22 611</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	67 658	59 247	75 284
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	-36 502	-31 509	-52 673
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE</b>	<b>8 545</b>	<b>-71 804</b>	<b>-76 931</b>

\* composé du solde net des postes "Caisses et banques centrales", hors intérêts courus (y compris trésorerie des entités reclassées en activités destinées à être cédées)

\*\* composé du solde des postes "comptes ordinaires débiteurs sains et comptes et prêts au jour le jour sains" tel que détaillés en note 5.3 et des postes "comptes ordinaires créditeurs et comptes et emprunts au jour le jour" tel que détaillés en note 5.5 (hors intérêts courus et y compris opérations internes au Crédit Agricole)

(1) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprend le paiement des dividendes versés par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 à ses actionnaires, à hauteur de 9,1 M€, et par les Caisses Locales à ses sociétaires pour 2,9 M€ au cours du premier semestre 2010, compensés par l'accroissement du capital des Caisses Locales à hauteur de 12,8 M€.

(2) Au cours du premier semestre 2010, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 a remboursé un TSR émis pour 11,6 M€.

(3) Autres mouvements : la variation de -60 M€ principalement est liée à la variation de juste valeur des éléments couverts -54 M€, et est compensée par les flux de trésorerie sur la ligne « Flux liées aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers ».

## NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMÉS

### 1. Principes et Méthodes applicables dans le Groupe

Les comptes consolidés intermédiaires résumés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 au 30 juin 2010 ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de l'information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliqués à un rapport financier intermédiaire.

Les normes et interprétations utilisées pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées par le groupe Crédit Agricole pour l'élaboration des comptes consolidés au 31 décembre 2009 établis, en application du règlement CE n° 1606/2002, conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite « carve out »), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ces normes et interprétations ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2010 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2010. Celles-ci portent sur :

- l'amendement annuel visant à améliorer la norme IFRS 5, issu du règlement du 23 janvier 2009 (CE n° 70-2009), relatif aux filiales faisant l'objet d'un plan de vente entraînant la perte de contrôle, et l'amendement de la norme IFRS 1 qui en découle ;
- la révision de la norme IAS 27 issue du règlement du 3 juin 2009 (CE n° 494/2009), relative aux états financiers consolidés et individuels ;
- la révision de la norme IFRS 3 issue du règlement du 3 juin 2009 (CE n° 495/2009), relative aux regroupements d'entreprises ;
- l'amendement de la norme IAS 39, issu du règlement du 15 septembre 2009 (CE n° 839/2009), relatif aux éléments éligibles à la couverture et qui apporte notamment des clarifications quant à l'application de la comptabilité de couverture à la composante inflation des instruments financiers ;
- la révision de la norme IFRS 1 issue du règlement du 25 novembre 2009 (CE n° 1136/2009) et l'amendement issu du règlement du 23 juin 2010 (UE n°550/2010), relatifs à la première adoption des normes internationales ;
- Les amendement annuels visant à améliorer et clarifier 10 normes et 2 interprétations et issus du règlement du 23 mars 2010 (UE n°243/2010) ;
- l'amendement de la norme IFRS 2, issu du règlement du 23 mars 2010 (UE n° 244/2010), relative aux paiements fondés sur des actions et qui incorpore en s'y substituant les interprétations IFRIC 8 et IFRIC 11 ;
- l'interprétation IFRIC 12 issue du règlement du 25 mars 2009 (CE n° 254/2009), relative aux accords de concession de services, et qui ne concerne pas les activités du Groupe ;

- l'interprétation IFRIC 16 issue du règlement du 4 juin 2009 (CE n° 460/2009), relative aux couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger ;
- l'interprétation IFRIC 15 issue du règlement du 22 juillet 2009 (CE n° 636/2009), relative aux contrats de construction de biens immobiliers traités dans les normes IAS 11, contrats de construction, et IAS18, produits des activités ordinaires ;
- l'interprétation IFRIC 17 issue du règlement du 26 novembre 2009 (CE n° 1142/2009), relative à la distribution d'actifs non monétaires aux propriétaires ;
- l'interprétation IFRIC 18 issue du règlement du 27 novembre 2009 (CE n° 1164/2009), relative au transfert d'actifs provenant de clients, et qui ne concerne pas les activités du Groupe.

L'application de ces nouvelles dispositions n'a pas eu d'impact significatif sur la période, à l'exception, le cas échéant, de la révision des normes IAS 27 et IFRS 3.

En effet, l'application prospective de la révision des normes IAS 27 et IFRS 3 aux opérations d'acquisitions effectives à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010 entraîne un changement de méthode comptable pour le Groupe. Les principaux points concernent :

- l'évaluation initiale des intérêts minoritaires : elle peut se faire, au choix de l'acquéreur, de deux manières :
  - à la juste valeur à la date d'acquisition ;
  - à la quote-part dans les actifs et passifs identifiables de l'acquire réévalués à la juste valeur.

Cette option est exerçable acquisition par acquisition ;

- les frais d'acquisition : ils ne peuvent plus être activés au sein du goodwill et doivent obligatoirement être comptabilisés en charges en totalité. Dès lors que l'opération a de très fortes probabilités de se réaliser, ils sont enregistrés dans le poste "gains ou pertes nets sur autres actifs", sinon ils sont enregistrés dans le poste "charges générales d'exploitation" ;
- certaines opérations doivent être désormais comptabilisées séparément du regroupement d'entreprises ;
- les modalités de comptabilisation des prises de contrôle par étape ou des cessions partielles entraînant la perte de contrôle ;
- le rattachement des clauses d'ajustement de prix, lorsqu'elles sont des instruments financiers, aux dispositions de la norme IAS 39.

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2010, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 n'a pas effectué d'opération susceptible d'être concernée par ce changement de méthode comptable.

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique. Ceci concerne en particulier :

- l'amendement de la norme IAS 32, issu du règlement du 23 décembre 2009 (UE n° 1293/2009), relatif au classement des émissions de droit. Cet amendement sera appliqué pour la première fois au 1<sup>er</sup> janvier 2011.
- l'amendement des normes IFRS 1 et IFRS 7, issu du règlement du 30 juin 2010 (UE n° 574/2010), relatif à des exemptions de fournir des informations comparatives sur les instruments financiers pour les premiers adoptants. Cet amendement sera appliqué pour la première fois au 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Le Groupe n'attend pas d'effet significatif de ces applications sur son résultat et sa situation nette.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2010.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2009 de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 sont reproduites dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les participations non consolidées, les régimes de retraites et autres avantages sociaux futurs, les dépréciations durables de titres disponibles à la vente et détenus à maturité, les dépréciations de créances irrécouvrables, les provisions, la dépréciation des écarts d'acquisition et les actifs d'impôts différés.

## **2. Périmètre de consolidation – parties liées**

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2010 est présenté de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 10.

### **2.1. Evolutions du périmètre de consolidation de l'exercice**

#### **✓ Sociétés nouvellement consolidées au 30 juin 2010**

Le fond dédié Toulouse 31 Court Terme a été créé le 27 mai 2010, et est entré dans le périmètre de consolidation au 30 juin 2010.

#### **✓ Changement de dénomination sociale :**

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Toulouse et du Midi Toulousain a changé de dénomination sociale au 21 janvier 2010 pour devenir la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31.

### **2.2. Parties liées**

Les parties liées à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 sont les sociétés entrant dans le périmètre de consolidation, les entités assurant la gestion interne des engagements en matière de retraites, préretraites et indemnités de fin de carrière, ainsi que les principaux dirigeants du groupe.

Sont décrites ci-après les transactions conclues avec les parties liées au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2010 :

Les Caisses Locales ont perçu principalement de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 :

- 1,2 millions d'euros au titre des revenus des parts sociales,
- 1,4 millions d'euros au titre des intérêts des comptes courants bloqués,
- 0,5 millions d'euros au titre des commissions d'octroi de crédit.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 a procédé au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2010 à une opération de financement du fonds dédié Toulouse 31 Court Terme pour 30 M€ ainsi qu'à un complément de 10 M€ dans le fond Ozenne Institutionnels.

La SAS Rue La Boétie a accepté le paiement en actions du dividende 2009 de Crédit Agricole SA. Dans ce contexte, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 a consenti à la SAS une avance en compte courant de 5,9 M€, qui a permis de financer le versement à la Caisse Régionale d'un acompte sur dividende sur le 1<sup>er</sup> semestre 2010 de 8,5 M€.

Au 30 juin 2010, l'encours total des avances en compte courant consenties à la SAS Rue La Boétie s'élève à 67,6 M€.

### 3. Notes relatives au compte de résultat

#### 3.1. Produits et Charges d'intérêts

(en milliers d'euros)	30/06/10	31/12/09	30/06/09
Sur opérations avec les établissements de crédit	1 538	4 952	1 692
Sur opérations internes au Crédit Agricole	10 823	30 473	17 671
Sur opérations avec la clientèle	123 131	251 774	129 270
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	2 275	3 901	2 088
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	1 258	2 780	1 444
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	7 398	18 602	9 708
<b>Produits d'intérêts (1) (2)</b>	<b>146 423</b>	<b>312 482</b>	<b>161 873</b>
Sur opérations avec les établissements de crédit	-1 273	-4 233	-1 272
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-44 323	-124 402	-64 090
Sur opérations avec la clientèle	-13 504	-26 956	-12 618
Sur dettes représentées par un titre	-1 559	-3 882	-2 500
Sur dettes subordonnées	-974	-1 970	-971
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-17 477	-23 394	-9 628
Autres intérêts et charges assimilées	-883	-18	-38
<b>Charges d'intérêts</b>	<b>-79 993</b>	<b>-184 855</b>	<b>-91 117</b>

(1) dont 4 593 milliers d'euros sur créances dépréciées individuellement au 30 juin 2010 contre 8 514 milliers d'euros au 31 décembre 2009 et 4 170 milliers d'euros au 30 juin 2009

(2) dont 2 045 milliers d'euros au 30 juin 2010 correspondant à des bonifications reçues de l'Etat, contre 4 015 milliers d'euros au 31 décembre 2009 et 1 902 milliers d'euros au 30 juin 2009

#### 3.2. Commission nettes

(en milliers d'euros)	30/06/10			31/12/09			30/06/09		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	1 009	-422	587	802	-425	377	2 753	-1 749	1 004
Sur opérations internes au Crédit Agricole	16 635	-3 750	12 885	27 248	-10 897	16 351	12 610	-5 487	7 123
Sur opérations avec la clientèle	13 904	-273	13 631	24 221	-511	23 710	11 889	-81	11 808
Sur opérations sur titres			0			0			0
Sur opérations de change	52	0	52	89		89	48	0	48
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	3 284	-340	2 944	4 448	-574	3 874	2 083	-293	1 790
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers (1)	35 459	-3 843	31 616	67 545	-6 084	61 461	32 539	-2 872	29 667
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	1 308		1 308	1 625		1 625	963		963
<b>Produits nets des commissions</b>	<b>71 651</b>	<b>-8 628</b>	<b>63 023</b>	<b>125 978</b>	<b>-18 491</b>	<b>107 487</b>	<b>62 885</b>	<b>-10 482</b>	<b>52 403</b>

(1) Au 30/06/2010 comme au 31/12/2009, les commissions d'assurance jusque là affectées à la ligne "autres produits (charges) nets" de la rubrique "produits et charges nets des autres activités" (note 3.5) ont été réaffectées à la ligne "commissions sur moyens de paiements et autres prestations de services bancaires et financiers". Le montant net de ces commissions s'élève à 8 817 milliers d'euros au 30/06/2010, 16 607 milliers d'euros au 31/12/2009 et 7 294 milliers d'euros au 30/06/2009.

### 3.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Dividendes reçus			
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature	-1 058	-1 764	-997
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par option	1 386	1 278	719
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	154	220	111
Résultat de la comptabilité de couverture	-108	-373	-186
<b>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>374</b>	<b>-639</b>	<b>-353</b>

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	30/06/10		
	Profits	Pertes	Net
<b>Couvertures de juste valeur</b>	<b>9 590</b>	<b>12 730</b>	<b>-3 140</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	9 582	691	8 891
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	8	12 039	-12 031
<b>Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers</b>	<b>74 189</b>	<b>71 157</b>	<b>3 032</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts	59 671	14 518	45 153
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	14 518	56 639	-42 121
<b>Total résultat de la comptabilité de couverture</b>	<b>83 779</b>	<b>83 887</b>	<b>-108</b>

(en milliers d'euros)	31/12/09		
	Profits	Pertes	Net
<b>Couvertures de juste valeur</b>	<b>13 438</b>	<b>9 375</b>	<b>4 063</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	13 438	6 040	7 398
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)		3 335	-3 335
<b>Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers</b>	<b>5 667</b>	<b>10 103</b>	<b>-4 436</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts			0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	5 667	10 103	-4 436
<b>Total résultat de la comptabilité de couverture</b>	<b>19 105</b>	<b>19 478</b>	<b>-373</b>

(en milliers d'euros)	30/06/09		
	Profits	Pertes	Net
<b>Couvertures de juste valeur</b>	<b>1 986</b>	<b>2 172</b>	<b>-186</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts		2 172	-2 172
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures) (1)	1 986		1 986
<b>Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers</b>	<b>4 517</b>	<b>4 517</b>	<b>0</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts	4 517		4 517
Variations de juste valeur des dérivés de couverture		4 517	-4 517
<b>Total résultat de la comptabilité de couverture</b>	<b>6 503</b>	<b>6 689</b>	<b>-186</b>



### 3.4. Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	30/06/10	31/12/09	30/06/09
Dividendes reçus	8 635	11 809	8 343
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente *	1 424	-3 158	107
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres de capitaux propres)		-37	-18
<b>Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente</b>	<b>10 059</b>	<b>8 614</b>	<b>8 432</b>

\* hors résultat de cession sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement mentionnés en note 3.8.

### 3.5. Produits et charges nets des autres activités

(en milliers d'euros)	30/06/10	31/12/09	30/06/09
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation			
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance			
Autres produits nets de l'activité d'assurance	-12	-9	-16
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance			
Produits nets des immeubles de placement	-59	-114	-58
Autres produits (charges) nets (1)	472	-3 306	-232
<b>Produits (charges) des autres activités</b>	<b>401</b>	<b>-3 429</b>	<b>-306</b>

(1) Au 30/06/2010 comme au 31/12/2009, les commissions d'assurance jusque là affectées à la ligne "autres produits (charges) nets" de la rubrique "produits et charges nets des autres activités" (note 3.2) ont été réaffectées à la ligne "commissions sur moyens de paiements et autres prestations de services bancaires et financiers". Le montant net de ces commissions s'élève à 8 817 milliers d'euros au 30/06/2010, 16 607 milliers d'euros au 31/12/2009 et 7 294 milliers d'euros au 30/06/2009.

### 3.6. Charges générales d'exploitation

(en milliers d'euros)	30/06/10	31/12/09	30/06/09
Charges de personnel	-35 331	-70 432	-34 795
Impôts et taxes	-2 316	-4 755	-1 923
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	-21 597	-42 281	-21 340
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>-59 244</b>	<b>-117 468</b>	<b>-58 058</b>

#### Détail des charges de personnel

(en milliers d'euros)	30/06/10	31/12/09	30/06/09
Salaires et traitements	-18 762	-37 364	-19 116
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	-2 041	-4 069	-2 019
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)	-81	-1 366	-235
Autres charges sociales	-7 325	-14 665	-7 237
Intéressement et participation	-4 125	-7 519	-3 659
Impôts et taxes sur rémunération	-2 997	-5 449	-2 529
<b>Total charges de personnel</b>	<b>-35 331</b>	<b>-70 432</b>	<b>-34 795</b>

### 3.7. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

(en milliers d'euros)	30/06/10	31/12/09	30/06/09
<b>Dotations aux amortissements</b>	-2 729	-6 301	-3 063
- immobilisations corporelles	-2 634	-5 933	-2 874
- immobilisations incorporelles	-95	-368	-189
<b>Dotations aux dépréciations</b>	59	-293	0
- immobilisations corporelles	37	-293	0
- immobilisations incorporelles	22	0	0
<b>Total</b>	<b>-2 670</b>	<b>-6 594</b>	<b>-3 063</b>

### 3.8. Coût du risque

(en milliers d'euros)	30/06/10	31/12/09	30/06/09
<b>Dotations aux provisions et aux dépréciations</b>	<b>-126 866</b>	<b>-156 012</b>	<b>-96 753</b>
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	0	-2 497	-2 439
Prêts et créances	-114 029	-146 160	-91 691
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0	0	0
Autres actifs	0	0	0
Engagements par signature	-11 056	-3 871	-1 163
Risques et charges	-1 781	-3 484	-1 460
<b>Reprises de provisions et de dépréciations</b>	<b>101 276</b>	<b>116 057</b>	<b>73 210</b>
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	409	844	70 320
Prêts et créances	94 326	108 917	0
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0	0	0
Autres actifs		11	11
Engagements par signature	6 374	4 410	2 247
Risques et charges	167	1 875	632
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions</b>	<b>-25 590</b>	<b>-39 955</b>	<b>-23 543</b>
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement	0	0	0
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-51	-192	-211
Récupérations sur prêts et créances amortis	231	331	181
Décotes sur crédits restructurés	-1	0	0
Pertes sur engagements par signature	0	0	0
Autres pertes	-166	-199	0
<b>Coût du risque</b>	<b>-25 577</b>	<b>-40 015</b>	<b>-23 573</b>

### 3.9. Gains ou pertes nets sur autres actifs

(en milliers d'euros)	30/06/10	31/12/09	30/06/09
<b>Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation</b>	<b>110</b>	<b>-78</b>	<b>25</b>
Plus-values de cession	161	40	27
Moins-values de cession	-51	-118	-2
<b>Titres de capitaux propres consolidés</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Plus-values de cession			
Moins-values de cession			
<b>Gains ou pertes sur autres actifs</b>	<b>110</b>	<b>-78</b>	<b>25</b>

### 3.10. Impôts

#### Charge d'impôt :

(en milliers d'euros)	30/06/10	31/12/09	30/06/09
Charge d'impôt courant	-15 043	-27 659	-16 148
Charge d'impôt différé	1 622	2 746	1 848
<b>Charge d'impôt de la période</b>	<b>-13 421</b>	<b>-24 913</b>	<b>-14 300</b>

#### Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

Au 30/06/2010

	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des sociétés mises en équivalence	52 909	34,43%	18 217
Effet des différences permanentes			-2 302
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			0
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			-28
Effet de l'imposition à taux réduit			-579
Effet des autres éléments			-1 887
<b>Taux et charge effectif d'impôt</b>		<b>25,37%</b>	<b>13 421</b>

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 30 juin 2010.

Au 31/12/2009

(en milliers d'euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions et résultats des sociétés mises en équivalence	75 502	34,43%	25 995
Effet des différences permanentes			-1 638
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			0
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			12
Effet de l'imposition à taux réduit			-495
Effet des autres éléments			1 037
Taux et charge effectif d'impôt		32,99%	24 911

Au 30/06/2009

En milliers d'euros	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions et résultats des sociétés mises en équivalence	46 260	34,43%	15 927
Effet des différences permanentes			-1 729
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			107
Effet de l'imposition à taux réduit			-464
Effet des autres éléments			459
Taux et charge effectif d'impôt		30,91%	14 300

### **3.11. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres**

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période, net d'impôts.

(en milliers d'euros)	gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Total des gains / pertes comptabilisés directement en capitaux propres hors QP des entités mises en équivalence	Quote part des gains/pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence
	Liés aux écarts de conversion	Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente (1)	Variation de juste valeur des dérivés de couverture		
Variation de juste valeur		75 210	-665	74 545	
Transfert en compte de résultat				0	
Variation de l'écart de conversion				0	
Quote part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence					
<b>Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2009 (part du Groupe)</b>	<b>0</b>	<b>75 210</b>	<b>-665</b>	<b>74 545</b>	<b>0</b>
<b>Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2009 (part minoritaire)</b>				0	
<b>Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2009 (1)</b>	<b>0</b>	<b>75 210</b>	<b>-665</b>	<b>74 545</b>	<b>0</b>

Variation de juste valeur		86 900	-880	86 020	
Transfert en compte de résultat				0	
Variation de l'écart de conversion				0	
Quote part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence					
<b>Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2009 (part du Groupe)</b>	<b>0</b>	<b>86 900</b>	<b>-880</b>	<b>86 020</b>	<b>0</b>
<b>Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2009 (part minoritaire)</b>				0	
<b>Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2009 (1)</b>	<b>0</b>	<b>86 900</b>	<b>-880</b>	<b>86 020</b>	<b>0</b>

Variation de juste valeur		-5 123	-225	-5 348	
Transfert en compte de résultat				0	
Variation de l'écart de conversion				0	
Quote part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence					
<b>Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2010 (part du Groupe)</b>	<b>0</b>	<b>-5 123</b>	<b>-225</b>	<b>-5 348</b>	<b>0</b>
<b>Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2010 (part minoritaire)</b>				0	
<b>Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2010 (1)</b>	<b>0</b>	<b>-5 123</b>	<b>-225</b>	<b>-5 348</b>	<b>0</b>

(1) les données "total des gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs disponibles à la vente" se décomposent comme suit :

	30/06/10	31/12/09	30/06/09
Montant brut	-5 671	91 146	84 511
Impôt	548	-4 246	-9 301
Total net	-5 123	86 900	75 210

#### 4. Informations sectorielles

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 réalise l'intégralité de son activité dans le secteur « Banque de proximité en France ».

#### 5. Notes relatives au bilan

##### 5.1. Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat

### Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30/06/2010	31/12/2009
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	10 166	7 396
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0	0
<b>Valeur au bilan</b>	<b>10 166</b>	<b>7 396</b>
<i>Dont Titres prêtés</i>	0	0

### Actifs financiers détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	30/06/2010	31/12/2009
Titres détenus à des fins de transaction	817	880
- Effets publics et valeurs assimilées		
- Obligations et autres titres à revenu fixe	817	880
- Actions et autres titres à revenu variable		
Instruments dérivés	9 349	6 516
<b>Valeur au bilan</b>	<b>10 166</b>	<b>7 396</b>

### Passifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30/06/2010	31/12/2009
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	5 228	3 683
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0	0
<b>Valeur au bilan</b>	<b>5 228</b>	<b>3 683</b>

### Passifs financiers détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	30/06/2010	31/12/2009
Instruments dérivés	5 228	3 683
<b>Valeur au bilan</b>	<b>5 228</b>	<b>3 683</b>

## 5.2. Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	30/06/2010			31/12/2009		
	Juste valeur	Gains comptabilisés directement en capitaux propres	Pertes comptabilisées directement en capitaux propres	Juste valeur	Gains comptabilisés directement en capitaux propres	Pertes comptabilisées directement en capitaux propres
Effets publics et valeurs assimilées	14 385	1 469		11 284	1 286	
Obligations et autres titres à revenu fixe	365 239	10 634	4 308	330 183	10 322	2 437
Actions et autres titres à revenu variable	23 814	888	350	23 099	1 218	415
Titres de participation non consolidés	304 128	8 519	9 539	308 336	8 344	5 313
Créances disponibles à la vente	1 027			1 292		
Créances rattachées						
<b>Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente</b>	<b>708 593</b>	<b>21 510</b>	<b>14 197</b>	<b>674 194</b>	<b>21 170</b>	<b>8 165</b>
<b>Impôts</b>		<b>-4 450</b>	<b>-1 604</b>		<b>-4 397</b>	<b>-982</b>
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs financiers disponibles à la vente (net d'IS)</b>		<b>17 060</b>	<b>12 593</b>		<b>16 773</b>	<b>7 183</b>

### 5.3. Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

#### Prêts et créances sur les établissements de crédit

	30/06/2010	31/12/2009
<i>(en milliers d'euros)</i>		
<b>Etablissements de crédit</b>		
Comptes et prêts	57	55 654
dont comptes ordinaires débiteurs sains	48	55 654
dont comptes et prêts au jour le jour sains	0	0
Prêts subordonnés	6 384	6 384
Titres non cotés sur un marché actif	27	194
<b>Total</b>	<b>6 468</b>	<b>62 232</b>
<b>Créances rattachées</b>	<b>21</b>	<b>84</b>
<b>Dépréciations</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>6 489</b>	<b>62 316</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>		
Comptes ordinaires	7 126	7 054
Comptes et avances à terme	486 922	642 993
Titres non cotés sur un marché actif	10	10
Prêts subordonnés	20 500	20 500
<b>Total</b>	<b>514 558</b>	<b>670 557</b>
<b>Créances rattachées</b>	<b>10 795</b>	<b>11 240</b>
<b>Dépréciations</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>525 353</b>	<b>681 797</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>531 842</b>	<b>744 113</b>

#### Prêts et créances sur la clientèle

	30/06/2010	31/12/2009
<i>(en milliers d'euros)</i>		
<b>Opérations avec la clientèle</b>		
Créances commerciales	27 945	28 931
Autres concours à la clientèle	5 844 079	5 770 800
Prêts subordonnés	29 500	29 500
Titres non cotés sur un marché actif	1 714	1 721
Avances en comptes courants d'associés	75 936	70 026
Comptes ordinaires débiteurs	26 357	33 882
<b>Total</b>	<b>6 005 531</b>	<b>5 934 860</b>
<b>Créances rattachées</b>	<b>56 031</b>	<b>58 664</b>
<b>Dépréciations</b>	<b>230 011</b>	<b>214 143</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>5 831 551</b>	<b>5 779 381</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>5 831 551</b>	<b>5 779 381</b>

#### Créances apportées en garantie :

Au 30 juin 2010, le stock de créances apportées par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement s'élève à 1 451 714 K€ de créances, contre 1 371 261 K€ au 31

décembre 2009. La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, le stock de créances apportées par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 est de :

- 558 001 K€ de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque Centrale Européenne, contre 537 663 K€ en 2009 ;
- 322 608 K€ de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du dispositif SFEF (Société de Financement de l'Economie Française), contre 333 518 K€ en 2009 ;
- 204 682 K€ de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 120 266 K€ en 2009.

#### **Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique**

	30/06/10			
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Administrations centrales				0
Etablissements de crédit	521 026	0	0	521 026
Institutions non établissements de crédit	412 222	1 698	1 126	411 096
Grandes entreprises	1 011 037	67 161	50 047	960 990
Clientèle de détail	4 582 272	122 967	93 257	4 489 015
<b>Total (1) (2)</b>	<b>6 526 557</b>	<b>191 826</b>	<b>144 430</b>	<b>6 382 127</b>
<b>Créances rattachées nettes</b>				<b>41 104</b>
<b>Dépréciations sur base collective</b>				<b>-59 838</b>
<b>Valeurs au bilan</b>				<b>6 363 393</b>

(1) Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 18,1 millions d'euros.

(2) Dont Opérations internes au Crédit Agricole pour 514,6 millions d'euros.

	31/12/09			
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Administrations centrales	2 173			2 173
Etablissements de crédit	732 789			732 789
Institutions non établissements de crédit	431 057	1 553	1 193	429 864
Grandes entreprises	1 031 640	69 047	49 154	982 486
Clientèle de détail	4 469 990	107 127	80 992	4 388 998
<b>Total (1) (2)</b>	<b>6 667 649</b>	<b>177 727</b>	<b>131 339</b>	<b>6 536 310</b>
<b>Créances rattachées nettes</b>				<b>45 536</b>
<b>Dépréciations sur base collective</b>				<b>-58 352</b>
<b>Valeurs au bilan</b>				<b>6 523 494</b>

(1) Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 17,7 millions d'euros

(2) Dont Opérations internes au Crédit Agricole pour 670,6 millions d'euros



#### 5.4. Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers

(en milliers d'euros)	31/12/09	Variation de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/10
<b>Créances sur la clientèle</b>	214 143		120 644	-104 776			230 011
dont dépréciations collectives	58 352		5 676	-4 190			59 838
dont filière aéronautique	1 462		981				2 443
dont filière marchands de biens	4 141			-50			4 091
dont filière café hotel restaurant	0		2 478				2 478
<b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>	2 298			-409			1 889
<b>Autres actifs financiers</b>	1 143						1 143
<b>Total des dépréciations d'actifs financiers</b>	<b>217 584</b>	<b>0</b>	<b>120 644</b>	<b>-105 185</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>233 043</b>

#### 5.5. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

##### Dettes envers les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	30/06/10	31/12/09
<b>Etablissements de crédit</b>		
Comptes et emprunts	9 508	65 144
dont comptes ordinaires créditeurs	3 242	58 730
dont comptes et emprunts au jour le jour	0	0
<b>Sous-total</b>	<b>9 508</b>	<b>65 144</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>16</b>	<b>68</b>
<b>Total</b>	<b>9 524</b>	<b>65 212</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>		
Comptes ordinaires créditeurs	40 434	56 502
Comptes et avances à terme	3 671 897	3 724 946
<b>Sous-total</b>	<b>3 712 331</b>	<b>3 781 448</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>7 870</b>	<b>15 411</b>
<b>Total</b>	<b>3 720 201</b>	<b>3 796 859</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>3 729 725</b>	<b>3 862 071</b>

##### Dettes envers la clientèle

(en milliers d'euros)	30/06/10	31/12/09
Comptes ordinaires créditeurs	1 608 278	1 631 332
Comptes d'épargne à régime spécial	24 302	22 364
Autres dettes envers la clientèle	582 832	563 774
<b>Total</b>	<b>2 215 412</b>	<b>2 217 470</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>13 423</b>	<b>15 342</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>2 228 835</b>	<b>2 232 812</b>

## 5.6. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

(en milliers d'euros)	30/06/10	31/12/09
<b>Dettes représentées par un titre</b>		
Titres de créances négociables	381 558	399 750
Autres dettes représentées par un titre	110	-83
<b>Total</b>	<b>381 668</b>	<b>399 667</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>418</b>	<b>185</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>382 086</b>	<b>399 852</b>
<b>Dettes subordonnées</b>		
Dettes subordonnées à durée déterminée	30 000	40 000
<b>Total</b>	<b>30 000</b>	<b>40 000</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>810</b>	<b>691</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>30 810</b>	<b>40 691</b>

## 5.7. Immeubles de placement

(en milliers d'euros)	Solde 31/12/09	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 30/06/10
Valeur brute	5 006		66				5 072
Amortissements et dépréciations	-1 769		-59				-1 828
<b>Valeur au bilan</b>	<b>3 237</b>	<b>0</b>	<b>7</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 244</b>

Y compris Immeubles de placement donnés en location simple

## 5.8. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

(en milliers d'euros)	Solde 31/12/09	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 30/06/10
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>							
Valeur brute	113 067		1 875	-765			114 177
Amortissements & Dépréciations (1)	-73 527		-2 634	770			-75 391
<b>Valeur au bilan</b>	<b>39 540</b>	<b>0</b>	<b>-759</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>38 786</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>							
Valeur brute	12 540		164	-22			12 682
Amortissements & Dépréciations	-8 422		-95	22			-8 495
<b>Valeur au bilan</b>	<b>4 118</b>	<b>0</b>	<b>69</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4 187</b>

(1) Y compris amortissements sur immobilisations données en location simple

## 5.9. Provisions

(en milliers d'euros)	31/12/09	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/10
Risques sur les produits épargne logement	7 300		470		-550			7 220
Risques d'exécution des engagements par signature	2 567		11 056		-6 374			7 249
Risques opérationnels	8 128			-341				7 787
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	733		449					1 182
Litiges divers	5 417		1 773	-388	-167			6 635
Participations	0							0
Restructurations	0							0
Autres risques	1 386		200	-202	-63			1 321
<b>Total</b>	<b>25 531</b>	<b>0</b>	<b>13 948</b>	<b>-931</b>	<b>-7 154</b>		<b>0</b>	<b>31 394</b>

### Provision épargne logement :

#### Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

En milliers d'euros	30/06/10	31/12/09
<b>Plans d'épargne-logement :</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans		0
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	660 530	619 668
Ancienneté de plus de 10 ans	351 030	336 130
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>1 011 560</b>	<b>955 798</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>163 680</b>	<b>167 944</b>
<b>Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>1 175 240</b>	<b>1 123 742</b>

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007

Les encours de collecte sont des encours sur base d'inventaire à fin mai 2010 pour les données au 30 juin 2010 et à fin novembre 2009 pour les données au 31 décembre 2009, et hors prime d'état

#### Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

En milliers d'euros	30/06/10	31/12/09
<b>Plans d'épargne-logement :</b>	12 631	15 346
<b>Comptes épargne-logement :</b>	40 537	41 863
<b>Total encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>53 168</b>	<b>57 209</b>

#### Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

En milliers d'euros	30/06/10	31/12/09
<b>Plans d'épargne-logement :</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	0	0
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 450	1 460
Ancienneté de plus de 10 ans	2 760	2 420
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>4 210</b>	<b>3 880</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>3 010</b>	<b>3 420</b>
<b>Total provision au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>7 220</b>	<b>7 300</b>

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007

## 5.10. Capitaux propres

### ➤ Composition du capital au 30 juin 2010 de la Caisse Régionale

Au 30 juin 2010, la répartition du capital et des droits de vote était la suivante :

Répartition du capital de la Caisse régionale	Nombre de titres au 30/06/2010
<b>Certificats Coopératifs d'investissements (CCI)</b>	<b>1 497 005</b>
Dont part du Public	1 439 907
Dont part Crédit Agricole S.A.	0
Dont part Auto-détenue	57 098
<b>Certificats Coopératifs d'associés (CCA)</b>	<b>1 165 535</b>
Dont part du Public	
Dont part Crédit Agricole S.A.	1 165 535
<b>Parts sociales</b>	<b>1 999 692</b>
Dont 45 Caisses Locales	1 999 601
Dont 18 administrateurs de la CR	90
Dont Crédit Agricole S.A.	1
<b>TOTAL</b>	<b>4 662 232</b>

La valeur nominale des titres est de 16,00 € et le montant total du capital est 74 595,71 K€.

### ➤ Dividendes

Au titre de l'exercice 2009, l'Assemblée Générale de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 a approuvé le versement d'un intérêt net par part sociale de 3,80%.

De même, les Assemblées Générales des Caisses Locales ont approuvé le versement d'un intérêt net par part sociale de 3,20%.

#### Dividendes Caisse Régionale

Année de rattachement du dividende	Par CCI	Par CCA	Par Part Sociale
	Montant Net en K€	Montant Net en K€	Montant Net en K€
2006	4 491	3 497	1 280
2007	5 225	4 068	1 440
2008	4 880	3 800	1 344
2009	5 105	3 974	1 216

#### Dividendes payés au cours de l'exercice

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 11 988 milliers d'euros.

## 6. Engagements de financement et de garantie

(en milliers d'euros)	30/06/2010	31/12/2009
<b>Engagements donnés</b>		
<b>Engagements de financement</b>	<b>731 671</b>	<b>766 120</b>
. Engagements en faveur d'établissements de crédit		
. Engagements en faveur de la clientèle	731 671	766 120
Ouverture de crédits confirmés	482 087	517 794
- Ouverture de crédits documentaires	7 353	2 840
- Autres ouvertures de crédits confirmés	474 734	514 954
Autres engagements en faveur de la clientèle	249 584	248 326
<b>Engagements de garantie</b>	<b>231 614</b>	<b>225 877</b>
. Engagements d'ordre d'établissement de crédit	9 798	22 520
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires	0	0
Autres garanties	9 798	22 520
. Engagements d'ordre de la clientèle	221 816	203 357
Cautions immobilières	77 009	62 934
Garanties financières		
Autres garanties d'ordre de la clientèle	144 807	140 423
<b>Engagements reçus</b>		
<b>Engagements de financement</b>	<b>160 000</b>	<b>0</b>
. Engagements reçus d'établissements de crédit	160 000	0
. Engagements reçus de la clientèle	0	0
<b>Engagements de garantie</b>	<b>1 739 379</b>	<b>1 670 782</b>
. Engagements reçus d'établissements de crédit	267 320	260 455
. Engagements reçus de la clientèle	1 472 059	1 410 327
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	197 755	196 451
Autres garanties reçues	1 274 304	1 213 876
<b>Autres engagements reçus</b>	<b>8 167</b>	<b>9 202</b>

## 7. Reclassements d'instruments financiers

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 n'a procédé à aucun reclassement d'actifs financiers au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2010.

## 8. Juste valeur des instruments financiers

### 8.1. Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût

	30/06/10		31/12/09	
	Valeur au bilan	Valeur de marché estimée	Valeur au bilan	Valeur de marché estimée
<i>(en millions d'euros)</i>				
<b>ACTIFS</b>				
Prêts et créances sur les établissements de crédit	531 842	531 842	744 113	743 846
Prêts et créances sur la clientèle	5 831 551	5 587 268	5 779 381	5 982 663
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	49 910	49 910	52 331	52 331
Immeubles de placement	3 244	3 244	3 237	3 237
<b>PASSIFS</b>				
Dettes envers les établissements de crédits	3 729 725	3 771 957	3 862 071	3 888 221
Dettes envers la clientèle	2 228 835	2 228 835	2 232 812	2 232 812
Dettes représentées par un titre	382 086	382 086	399 852	399 852
Dettes subordonnées	30 810	30 810	40 691	40 691

Ce tableau n'est pas audité par les Commissaires aux comptes.

## 8.2. Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

- Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

### Actifs financiers valorisés à la juste valeur

Les montants présentés sont y compris créances rattachées et nets de dépréciation.

	Total 30/06/10	prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3	Total 31/12/09	prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>								
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>10 166</b>	<b>0</b>	<b>10 166</b>	<b>0</b>	<b>7 396</b>	<b>0</b>	<b>7 396</b>	<b>0</b>
Titres détenus à des fins de transaction	817	0	817	0	880	0	880	0
Actions et autres titres à revenu variable	817		817		880		880	
Instruments dérivés	9 349		9 349		6 516		6 516	
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>	<b>708 593</b>	<b>131 703</b>	<b>577 279</b>	<b>0</b>	<b>674 194</b>	<b>59 256</b>	<b>614 938</b>	<b>0</b>
Effets publics et valeurs assimilées	14 474	14 474	0		11 360	11 360		
Obligations et autres titres à revenu fixe	366 177	117 229	248 948		331 399	47 896	283 503	
Actions et autres titres à revenu variable	327 942		328 331		331 435		331 435	
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>33 921</b>		<b>33 921</b>		<b>16 585</b>		<b>16 585</b>	
<b>Total actifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>752 680</b>	<b>131 703</b>	<b>621 366</b>	<b>0</b>	<b>698 175</b>	<b>59 256</b>	<b>638 919</b>	<b>0</b>

Au 31 décembre 2009, 26 870 K€ d'obligations et autres titres à revenu fixe étaient classés en niveau 2, contrairement au 30 juin 2010 où ils sont classés en niveau 1 pour 56 044 K€.

## **Passifs financiers valorisés à la juste valeur**

Les montants présentés sont y compris dettes rattachées.

	Total 30/06/2010	prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3	Total 31/12/2009	prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>								
<b>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	5 228	0	5 228	0	3 683	0	3 683	0
Instruments dérivés	5 228		5 228		3 683		3 683	
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>	0		0		0		0	
Instruments dérivés de couverture	100 509		100 509		16 629		16 629	
<b>Total passifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>105 737</b>	<b>0</b>	<b>105 737</b>	<b>0</b>	<b>20 312</b>	<b>0</b>	<b>20 312</b>	<b>0</b>

## **9. Événements postérieurs à fin de la période intermédiaire**

Aucun événement postérieur à la clôture n'a donné lieu à un ajustement.

## **10. Périmètre de consolidation au 30 juin 2010**

Liste de filiales , coentreprises et entreprises associées	Pays d'implantation	Méthode de consolidation au 30.06.2010	% de contrôle		% de d'intérêt	
			30.06.2010	31.12.2009	30.06.2010	31.12.2009
Caisse Régionale de Toulouse et Midi Toulousain	France	Mère	100%	100%	100%	100%
Caisses locales Midi Toulousain	France	Mère	100%	100%	100%	100%
Force Toulouse Diversifié	France	Globale	99,99%	99,99%	99,99%	99,99%
Ozenne Institutionnel	France	Globale	99,74%	99,68%	99,68%	99,68%
Toulouse 31 Court Terme	France	Globale	99,97%	0,00%	99,97%	0,00%

# ***Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31***

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,  
Société de courtage d'assurance immatriculée au  
Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 022 951

Siège social : 6 Place Jeanne d'Arc, 31005 Toulouse  
N° : 776 916 207 RCS TOULOUSE

## **DECLARATION PERSONNES PHYSIQUES AU 30 JUIN 2010**



## DECLARATIONS DES PERSONNES PHYSIQUES

Je soussigné, Yvon MALARD, Directeur Général de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31, atteste, qu'à ma connaissance, les comptes condensés sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport d'activité semestriel ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Toulouse, le 24 juillet 2010

# ***Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31***

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,  
Société de courtage d'assurance immatriculée au  
Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 022 951

Siège social : 6 Place Jeanne d'Arc, 31005 Toulouse  
N° : 776 916 207 RCS TOULOUSE

## **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES AU 30 JUIN 2010**

**SYGNATURES S.A.**  
8, chemin de la Terrasse  
B.P. 45122  
31512 Toulouse Cedex 5  
S.A. au capital de € 304.897,71

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Toulouse

**ERNST & YOUNG Audit**  
Faubourg de l'Arche  
11, allée de l'Arche  
92037 Paris-La Défense Cedex  
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

## Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31

Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2010

### Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Sociétaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration dans un contexte de volatilité des marchés et un environnement économique qui reste dégradé. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

#### 1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

## 2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Toulouse, le 6 août 2010

Les Commissaires aux Comptes

SYGNATURES S.A.

ERNST & YOUNG Audit

Pierre Laffont

Laure Mulin

Pierre Hurstel